



Bureau du surintendant des
institutions financières Canada

Office of the Superintendent of
Financial Institutions Canada

Bureau du surintendant des institutions financières

2014-2015

Rapport sur les plans et les priorités

James M. Flaherty
Ministre des Finances



BSIF
OSFI

Canada 

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre des Finances, 2014

N° de cat. IN3-28/2014F-PDF
ISSN 2292-3314

BUDGET DES DÉPENSES

2014-2015

PARTIE III – Plans de dépenses ministériels : Rapports sur les plans et les priorités

But

Les rapports sur les plans et les priorités (RPP) sont les plans de dépenses individuels de chacun des ministères et des organismes. Ces rapports renferment un niveau de détails accru sur une période de trois ans quant aux principales priorités d'un organisme par résultat stratégique, programme et résultat prévu ou attendu, y compris des liens vers les besoins en ressources présentés dans le Budget principal des dépenses. De concert avec le Budget principal des dépenses, le rapport sur les plans et les priorités fournit aux parlementaires des renseignements sur les dépenses prévues des ministères et des organismes, et appuie l'examen des projets de loi de crédits qu'effectue le Parlement. Les RPP sont habituellement déposés peu après le Budget principal des dépenses par le président du Conseil du Trésor.

Documents du Budget des dépenses

Le Budget des dépenses comporte trois parties :

La partie I – le Plan de dépenses du gouvernement – donne un aperçu des besoins du gouvernement et des changements des dépenses estimatives par rapport aux exercices précédents.

La partie II – le Budget principal des dépenses – appuie directement la loi de crédits et renferme des renseignements détaillés au sujet des plans de dépenses et des autorisations demandées par chaque ministère et organisme.

Conformément au *Règlement de la Chambre des communes*, les parties I et II doivent être déposées au plus tard le 1^{er} mars.

La partie III – les plans de dépenses des ministères – comporte deux volets :

- le Rapport sur les plans et les priorités (RPP);
- le Rapport ministériel sur le rendement (RMR).

Les RMR sont un compte rendu individuel des résultats obtenus par les ministères et les organismes par rapport aux attentes de rendement prévues dans leurs RPP respectifs.

Les RMR de l'exercice complet le plus récent sont déposés à l'automne par le président du Conseil du Trésor.

Le Budget supplémentaire des dépenses appuie les lois de crédits qui sont déposées plus tard en cours d'exercice. Il présente l'information au sujet de besoins de dépenses qui n'étaient pas suffisamment étoffés pour figurer dans le Budget principal des dépenses ou qui ont été précisés par la suite pour tenir compte de changements touchant certains programmes et services. Le Budget supplémentaire des dépenses renferme également de l'information à jour sur les prévisions de dépenses des principaux postes législatifs ainsi que les postes comme les transferts de fonds entre crédits, les radiations de dettes, les garanties de prêt et la création ou l'augmentation de subventions.

On trouvera de plus amples renseignements au sujet du Budget des dépenses sur le [site Web du Secrétariat du Conseil du Trésorⁱ](#).

Liens vers le Budget des dépenses

Comme on l'a vu, les RPP constituent la partie III des documents du Budget des dépenses. Alors que la partie II met l'accent sur le volet financier du Budget des dépenses, la partie III cible l'information financière et non financière sur le rendement sous l'angle, à la fois, de la planification et des priorités (RPP) ainsi que des réalisations et des résultats (RMR).

La structure de gestion, des ressources et des résultats (SGRR) encadre la présentation de l'information financière dans le Budget des dépenses et la reddition de comptes au Parlement par le truchement des RPP et des RMR. La présentation des dépenses prévues dans les RPP s'appuie d'abord sur l'information financière contenue dans le Budget des dépenses.

Les données sur les dépenses présentées dans le Budget des dépenses reposent sur la Mise à jour annuelle des niveaux de référence, établie à l'automne. En revanche, les dépenses prévues indiquées dans les RPP tiennent compte du Budget des dépenses et de tous les autres montants approuvés aux termes d'une présentation au Conseil du Trésor en date du 1^{er} février (voir la rubrique « Définitions »). Ce rajustement des données financières permet de dresser un portrait plus à jour des dépenses prévues par programme.

Modifications de la présentation du Rapport sur les plans et les priorités

Plusieurs changements ont été apportés à la présentation des RPP, notamment en réponse aux demandes du Comité permanent des comptes publics de la Chambre des communes – [15^e Rapportⁱⁱ](#) en 2010, et du Comité permanent des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires – [7^e Rapportⁱⁱⁱ](#) en 2012, dans le but de fournir des renseignements plus détaillés sur le rendement financier et non financier au sujet des programmes dans les RPP et les RMR, de manière à en faciliter l'étude à l'appui de l'approbation des crédits.

- À la section II, les données financières et l'information sur les ressources humaines et le rendement sont maintenant présentées à l'échelon des programmes et des sous-programmes afin d'être plus détaillées.
- Le format général et la terminologie du rapport ont été modifiés par souci de clarté et de cohérence.

- D'autres mesures ont été prises afin de rendre le rapport plus intuitif et axé sur l'information contenue dans le Budget des dépenses pour renforcer l'harmonisation avec le Budget principal des dépenses.

Comment lire le présent document

Les RPP comportent quatre sections :

Section I : Aperçu des dépenses de l'organisation

Cette section donne au lecteur une vue d'ensemble de l'organisation. Elle renferme une description du but de l'organisation et des renseignements de base sur les ressources humaines et financières. On y trouve d'abord la nouvelle rubrique « Profil de l'organisation », qui fournit des renseignements généraux à propos de l'organisation, y compris les noms du ministre de tutelle et de l'administrateur général, le portefeuille ministériel dont l'organisation fait partie, l'année de création de l'organisation, ainsi que les principaux textes législatifs régissant l'organisation. Vient ensuite la nouvelle sous-section « Contexte organisationnel », qui englobe la raison d'être de l'organisation, ses attributions, ses résultats stratégiques et son architecture d'harmonisation de programmes, les priorités organisationnelles et l'analyse des risques. Cette section se termine par une présentation des dépenses prévues, le lien avec les résultats du gouvernement du Canada, le Budget des dépenses par crédit voté, de même que la contribution à la Stratégie fédérale de développement durable. À noter que cette section ne renferme pas de renseignements non financiers liés au rendement des programmes (voir la section II).

Section II : Analyse des programmes par résultat(s) stratégique(s)

Cette section fournit des renseignements financiers et non financiers détaillés sur le rendement des résultats stratégiques, des programmes et des sous-programmes. Elle permet au lecteur d'en apprendre davantage au sujet des programmes en prenant connaissance de leur description respective et de l'exposé narratif contenu dans la rubrique « Faits saillants de la planification ». Cet exposé narratif traite des services ou des initiatives clés qui sous-tendent les plans et les priorités figurant à la section I; elle indique aussi en quoi l'information sur le rendement appuie le résultat stratégique ou le principal programme de l'organisation.

Section III : Renseignements supplémentaires

Cette section présente des renseignements à l'appui des plans et des priorités de l'organisation. Le lecteur y trouvera un énoncé prospectif des opérations et un lien donnant accès aux tableaux supplémentaires au sujet des paiements de transfert, de l'écologisation des opérations gouvernementales, des audits internes et des évaluations, des initiatives transversales, des frais d'utilisateur, des grands projets transformationnels et de l'État et du financement pluriannuel initial, le cas échéant. À cela s'ajoute un lien au document *Dépenses fiscales et évaluations* publié chaque année par le ministre des Finances, qui renferme des estimations et des projections de l'impact sur les revenus des mesures fiscales fédérales conçues pour appuyer les priorités économiques et sociales du gouvernement du Canada.

Section IV: Coordonnées de l'organisation

Le lecteur trouvera dans cette dernière section les coordonnées de l'organisation.

Définitions

Architecture d'harmonisation de programmes

Inventaire structuré des programmes d'un ministère ou d'un organisme; les programmes se présentent de manière hiérarchique pour indiquer la relation logique entre chaque programme et le(s) résultat(s) stratégique(s) au(x)quel(s) ils contribuent.

Cadre pangouvernemental

Schéma des contributions financières et non financières des organismes fédéraux bénéficiant de crédits, qui en harmonise les programmes avec un ensemble de résultats de haut niveau établis pour l'ensemble du gouvernement.

Crédit

Autorisation donnée par le Parlement d'effectuer des paiements sur le Trésor.

Dépenses budgétaires et non budgétaires

Dépenses budgétaires: dépenses de fonctionnement et immobilisations; paiements de transfert à d'autres administrations, à des organisations ou à des particuliers; et paiements à des sociétés d'État.

Dépenses non budgétaires : montant net des décaissements et des rentrées se rapportant à des prêts, à des dotations en capital et à des avances ayant pour effet de modifier la composition des actifs financiers du gouvernement du Canada.

Dépenses prévues

Aux fins du RPP, les dépenses prévues s'entendent des montants approuvés aux termes d'une présentation au Conseil du Trésor au plus tard le 1^{er} février 2014. Cette date butoir diffère de celle qui régit l'élaboration du Budget principal des dépenses. Par conséquent, les dépenses prévues peuvent inclure des montants qui s'ajoutent aux dépenses prévues indiquées dans le *Budget principal des dépenses 2014-2015*.

Équivalent temps plein (ETP)

Indication de la mesure dans laquelle un employé compte pour une année-personne complète imputable au budget d'une organisation. Le calcul des ETP exprime le ratio entre le nombre d'heures de travail assignées et le nombre d'heures de travail prévues à l'horaire, ces dernières étant définies dans les conventions collectives.

Programme

Groupe d'intrants et d'activités connexes gérés dans le but de combler des besoins précis et d'obtenir des résultats escomptés, et qui sont assimilés à une unité budgétaire.

Programme temporarisé

Programme à durée limitée dont le financement et l'approbation stratégique ne sont pas permanents. À l'approche de l'échéance du programme, il faut décider s'il y a lieu de prolonger celui-ci. Si le programme est reconduit, la décision en précise l'ampleur, le niveau de financement et la durée.

Résultat escompté

Résultat qu'un programme est censé générer.

Résultat stratégique

Avantage durable et à long terme pour les Canadiens qui est lié au mandat, à la vision et aux fonctions de base du ministère ou de l'organisme en cause.

Résultats du gouvernement du Canada

Série d'objectifs de haut niveau que poursuit l'ensemble du gouvernement.

Secteur de dépenses

Catégories de dépenses propre au gouvernement du Canada. On compte quatre secteurs de dépenses^{iv} (affaires sociales, affaires économiques, affaires internationales et affaires gouvernementales), chacun comprenant entre trois et cinq résultats du gouvernement du Canada.

Structure de gestion, des ressources et des résultats (SGRR)

Démarche et structure communes pour la collecte, la gestion et la présentation de l'information financière et non financière sur le rendement.

Une SGRR fournit des renseignements détaillés sur tous les programmes ministériels (leur coût, leurs résultats escomptés et leurs cibles connexes, ainsi que la façon dont elles s'harmonisent avec les priorités et les résultats escomptés du gouvernement, etc.) et applique la même structure au processus décisionnel interne ainsi qu'à la reddition de comptes externe.

Table des matières

Message de la surintendante	1
Section I : Vue d'ensemble des dépenses de l'organisation	3
Profil de l'organisation	3
Contexte organisationnel	4
Raison d'être	4
Attributions	4
Résultats stratégiques et architecture d'harmonisation de programmes (AHP)	5
Priorités organisationnelles	6
Analyse des risques	9
Dépenses prévues	13
Lien avec les résultats du gouvernement du Canada	15
Tendance des dépenses de l'organisation	16
Budget des dépenses par crédit voté	17
Contribution à la Stratégie fédérale de développement durable	19
Section II : Analyse des programmes par résultat stratégique	19
Résultat stratégique 1 : <i>Un système financier canadien sûr et stable</i>	19
Programme 1.1 : <i>Réglementation et surveillance des institutions financières fédérales</i>	19
Sous-programme 1.1.1 : <i>Évaluation des risques et intervention</i>	21
Sous-programme 1.1.2 : <i>Réglementation et directives</i>	23
Sous-programme 1.1.3 : <i>Approbations et précédents</i>	25
Programme 1.2 : <i>Réglementation et surveillance des régimes de retraite privés fédéraux</i>	27
Résultat stratégique 2 – <i>Un système public canadien de revenu de retraite sûr et viable sur le plan financier</i>	29
Programme 2.1 : <i>Évaluations actuarielles et services-conseils</i>	29
Sous-programme 2.1.1 : <i>Services au RPC et au programme de SV</i>	31
Sous-programme 2.1.2 : <i>Services aux régimes de retraite et d'assurance du secteur public</i>	33
Sous-programme 2.1.3 : <i>Services au Programme canadien de prêts aux étudiants et au programme d'assurance-emploi</i>	35
Services internes	37
Section III : Renseignements supplémentaires	39
État prospectif des opérations	39
Renseignements supplémentaires – Liste des tableaux	40
Rapport sur les dépenses fiscales et les évaluations	40
Section IV : Coordonnées de l'organisation	41
Notes	43

Message de la surintendante

Le présent rapport énonce les priorités du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) pour l'exercice 2014-2015. Compte tenu de son mandat, l'une des grandes priorités du BSIF consiste à anticiper les risques émanant de l'économie et du système financier et à y réagir. Nous continuerons donc de mettre l'accent sur l'économie mondiale et sur l'impact des conditions des taux d'intérêt sur le profil de risque des institutions financières et des régimes de retraite, et de surveiller le niveau d'endettement des ménages et des prêts immobiliers au Canada. Soucieux de réagir également aux risques externes, nous ciblerons l'évaluation des risques opérationnels des institutions, y compris ceux liés à la cybersécurité et à l'impartition.



Nous continuerons de participer activement aux examens continus par les pairs qu'effectuent le Conseil de stabilité financière (CSF) et le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) puisqu'ils donnent une excellente idée de notre situation. Nous mettrons également l'accent sur toute recommandation qui pourrait figurer dans le rapport du Programme d'évaluation du secteur financier (PESF) que le Fonds monétaire international publie en 2014.

Le renforcement des processus de surveillance du BSIF est une autre importante priorité. Dans le cas plus particulier des grandes institutions financières fédérales complexes, nous mettrons l'accent sur de nouvelles questions, comme leur culture du risque. Nous continuerons aussi de cibler l'intervention précoce.

Nous surveillerons la mise en œuvre de systèmes de réglementation internationaux, et nous examinerons les mesures qui conviennent au Canada. Dans le secteur des assurances, nous mettrons en place toutes les réformes prévues par la mise à jour du Cadre de réglementation de l'assurance-vie, ainsi que les modifications proposées des exigences de capital des assureurs multirisques. En ce qui touche les régimes de retraite, nous appuierons l'enregistrement et l'agrément des nouveaux régimes de pension agréés collectifs (RPAC).

Afin de continuer d'exécuter son mandat, le BSIF mettra aussi sur l'introspection afin d'améliorer davantage son personnel déjà des plus performants et efficace, et il investira dans son infrastructure intégrée, en particulier pour renouveler ses systèmes de technologie de l'information.

La coopération et la communication étroites avec nos partenaires fédéraux, dont la Banque du Canada, le ministère des Finances, la Société d'assurance-dépôts du Canada et l'Agence de la consommation en matière financière du Canada, nous aiderons à poursuivre l'exécution de notre mandat en 2014-2015 et au cours des prochaines années.

La contribution que le BSIF a pu apporter au maintien de la confiance du public est tributaire – comme toujours – des contributions individuelles de chacun de ses employés. Nos gens sont le facteur le plus important de l'équation de notre réussite. Je sais que, lorsque mon mandat prendra fin en juin 2014, mon successeur et tous les Canadiens pourront continuer de compter sur le dévouement et le professionnalisme des employés du BSIF, tout au long de 2014-2015 et par la suite.

Section I : Vue d'ensemble des dépenses de l'organisation

Profil de l'organisation

Ministre : James M. Flaherty

Surintendante : Julie Dickson

Portefeuille ministériel : Finances

Année de création : 1987

Principal texte législatif : *Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières* (Loi sur le BSIF)^v

Contexte organisationnel

Raison d'être

Le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) a été constitué en 1987 sous le régime d'une loi fédérale, la *Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières* (la Loi sur le BSIF). Organisme indépendant de l'administration fédérale, il rend des comptes au ministre des Finances.

Il réglemente et surveille toutes les banques au Canada, de même que toutes les sociétés de fiducie et de prêt, les sociétés d'assurances, les associations coopératives de crédit, les sociétés de secours mutuels et les régimes de retraite privés fédéraux. Son mandat n'englobe pas les questions touchant les consommateurs ni le secteur des valeurs mobilières.

Le Bureau de l'actuaire en chef, qui est une unité indépendante au sein du BSIF, offre des services d'évaluation et des conseils actuariels à l'égard du Régime de pensions du Canada, du programme de Sécurité de la vieillesse, du Programme canadien de prêts aux étudiants, du Programme d'assurance-emploi et d'autres régimes de retraite et d'avantages sociaux du secteur public.

Attributions

Le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) a été mis sur pied pour accroître la confiance du public à l'égard du système financier canadien.

Les dispositions législatives visant le BSIF prévoient qu'il nous incombe de poursuivre les objectifs suivants :

- surveiller les institutions financières fédérales (IFF) pour s'assurer qu'elles sont en bonne santé financière, et les régimes de retraite pour veiller à ce qu'ils respectent les exigences minimales de capitalisation, et que tous deux se conforment aux lois qui les régissent et aux exigences de surveillance;
- aviser sans délai les institutions financières et les régimes de retraite dont l'actif est jugé insuffisant et prendre ou forcer la direction, le conseil ou les administrateurs du régime de retraite à prendre des mesures pour corriger la situation sans plus attendre;
- développer et administrer un cadre réglementaire incitant à l'adoption de politiques et de procédures destinées à contrôler et à gérer le risque;
- surveiller et évaluer les questions systémiques ou sectorielles qui pourraient avoir des répercussions négatives sur les institutions.

Les dispositions législatives visant le BSIF tiennent dûment compte de la nécessité, pour les institutions financières, de faire face à la concurrence de façon efficace et de prendre des risques raisonnables. Elles précisent également que la direction, les conseils d'administration des institutions financières et les administrateurs des régimes de retraite sont responsables au premier chef, et que les institutions financières et les régimes de retraite peuvent faire faillite.

Le Bureau de l'actuaire en chef, qui fait partie du BSIF, fournit des services actuariels au gouvernement du Canada.

Résultats stratégiques et architecture d'harmonisation de programmes (AHP)

- 1 Résultat stratégique 1 – Un système financier canadien sûr et stable**
 - 1.1 Programme : Réglementation et surveillance des institutions financières fédérales**
 - 1.1.1 Sous-programme : Évaluation des risques et intervention**
 - 1.1.2 Sous-programme : Réglementation et directives**
 - 1.1.3 Sous-programme : Approbations et précédents**
 - 1.2 Programme : Réglementation et surveillance des régimes de retraite privés fédéraux**
- 2 Résultat stratégique 2 – Un système public canadien de revenu de retraite sûr et viable sur le plan financier**
 - 2.1 Programme : Évaluations actuarielles et services-conseils**
 - 2.1.1 Sous-programme : Services au Régime de pensions du Canada et au Programme de sécurité de la vieillesse**
 - 2.1.2 Sous-programme : Services aux régimes de pension et d'assurance du secteur public**
 - 2.1.3 Sous-programme : Services au Programme canadien de prêts aux étudiants et au programme d'assurance-emploi**

Services internes

Priorités organisationnelles

Priorité	Type	Résultat(s) stratégique(s)
Prévoir les risques émanant de l'économie et du système financier et y réagir	Permanente	Résultats stratégiques 1 et 2

Description

Pourquoi s'agit-il d'une priorité?

Les conditions économiques et financières ont un effet important sur le contexte dans lequel les institutions financières évoluent. Il faut bien comprendre les risques émanant de l'économie et des systèmes financiers pour s'assurer de prendre des mesures de réglementation et de surveillance efficaces.

Plans en vue de donner suite à la priorité

- Insister sur les répercussions des taux d'intérêt sur le profil de risque des institutions au moyen de simulations de crise; surveiller l'endettement élevé des ménages et les prêts immobiliers.
- Donner suite aux recommandations issues du Programme d'évaluation du secteur financier (PESF) du Fonds monétaire international pour le Canada; participer à l'examen continu par les pairs qu'effectuent le Conseil de stabilité financière (CSF) et le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB), dont l'examen, par le CBCB, de la mise en œuvre de Bâle III au Canada, et en tirer de bons résultats.
- Continuer d'insister sur le risque opérationnel, y compris le risque croissant associé à la cybersécurité et les risques d'agrégation des données et d'impartition.

Priorité	Type	Objectif(s) stratégique(s)
Améliorer les processus de surveillance	Permanente	Objectif stratégique 1

Description

Pourquoi s'agit-il d'une priorité?

Le renforcement de l'efficacité de la surveillance est l'un des principaux volets des efforts du CSF en vue d'atténuer les risques au sein du système financier. Pour demeurer un organisme de réglementation efficace, le BSIF doit continuer de faire évoluer et d'améliorer ses pratiques de surveillance en réponse aux changements dans l'économie et dans le système financier, en plus de respecter les nouvelles normes internationales.

Plans en vue de donner suite à la priorité

- Examiner les processus d'intervention auprès des IFF pour garantir une réaction plus rapide aux attentes du BSIF.
- Pour les grandes IFF complexes en particulier, mettre l'accent sur de nouvelles fonctions de surveillance telles que l'évaluation de la culture du risque et l'instauration d'une propension à prendre des risques.
- Établir un processus d'examen continu des attentes à l'égard des petites institutions, tout spécialement les petites et moyennes banques, qui tiendrait compte de l'effet des lignes directrices, des méthodes et des activités de surveillance, et veiller à ce que ces éléments soient bien adaptés à la taille et à la complexité des institutions.
- Passer en revue les pratiques de gestion du risque des IFF en ce qui touche l'audit interne et la planification de la relève.

Priorité	Type	Résultat(s) stratégique(s)
Prévoir les risques émanant de la réforme de la réglementation et y réagir	Permanente	Résultat stratégique 1

Description

Pourquoi s'agit-il d'une priorité?

À l'échelle mondiale, le programme d'action à l'égard de la réglementation évolue rapidement. Le BSIF doit bien comprendre les faits nouveaux pour s'assurer de prendre les mesures qui conviennent afin de maintenir en place un cadre canadien de réglementation efficace qui demeure sensible aux réformes internationales.

Plans en vue de donner suite à la priorité

Réforme bancaire :

- Surveiller la mise en œuvre de la réforme bancaire à l'étranger, plus particulièrement la mesure dans laquelle elle dépasse les valeurs minimales convenues, et tenir compte des réactions pertinentes au Canada.
- Surveiller la réaction des banques aux réformes de la réglementation à l'échelle mondiale et rajuster, au besoin, les exigences en matière de surveillance ou de réglementation.
- Aider les organismes partenaires du Comité de surveillance des institutions financières (CSIF) à mettre en place un cadre de résolution stable à l'intention des grandes banques du Canada.

Réforme des assurances :

- Mettre en œuvre la série de réformes énoncée dans le *Cadre de réglementation des sociétés d'assurance-vie*, de même que les changements proposés aux exigences de capital en assurances multirisques.
- Participer activement à l'élaboration de normes mondiales de capital des assurances. En outre, surveiller la mise en œuvre de réformes prudentes en assurance à l'intérieur d'autres territoires et tenir compte des réactions pertinentes au Canada.
- Élaborer une ligne directrice distincte sur le capital et mettre à jour la méthode permettant de déterminer l'exigence de capital supplémentaire pour les assureurs hypothécaires privés.

Réforme des régimes de retraite :

- Appuyer l'implantation des régimes de pension agréés collectifs (RPAC).

Réforme de la comptabilité, de l'audit et de la communication de renseignements :

- Appuyer activement le Conseil des normes comptables internationales dans ses efforts de convergence avec le Financial Accounting Standards Board. En cas de convergence insuffisante, évaluer et recommander les mesures à prendre en ce qui a trait aux normes prudentielles du BSIF.
- Veiller à ce que les grandes IFF demeurent parmi les chefs de file en communiquant publiquement des renseignements sur leur situation financière et leurs pratiques de gestion du risque.

Priorité	Type	Résultat(s) stratégique(s)
Un effectif très performant et efficace	Permanente	Résultats stratégiques 1 et 2

Description

Pourquoi s'agit-il d'une priorité?

En ciblant l'apprentissage et le perfectionnement de ses employés et en rehaussant leur capacité de planifier le changement et de s'y adapter, le BSIF pourra continuer de réaliser ses objectifs opérationnels.

Plans en vue de donner suite à la priorité

- Offrir des services à l'interne, notamment un soutien à la gestion du changement, pour donner suite efficacement et sans tarder aux besoins opérationnels tout en garantissant la conformité aux valeurs du BSIF et aux attentes du gouvernement du Canada.
- Continuer de promouvoir l'utilisation optimale des ressources, en plus d'améliorer le processus de planification intégrée des activités et la documentation à l'appui afin de présenter plus clairement les lacunes des ressources (compétences, outils et finances) et des plans d'action visant à atténuer le risque.
- Poursuivre le perfectionnement actif des employés du BSIF en faisant en sorte que les besoins d'apprentissage individuels et collectifs soient cernés et satisfaits efficacement lorsque la situation l'exige.

Priorité	Type	Résultat(s) stratégique(e)
Une infrastructure intégrée améliorée	Permanente	Résultats stratégiques 1 et 2

Description

Pourquoi s'agit-il d'une priorité?

Le renforcement continu des systèmes internes, des processus et des contrôles permettra au BSIF d'être plus efficace et plus efficient.

Plans en vue de donner suite à la priorité

- Exécuter le programme actuel de renouvellement de la technologie de l'information (RTI) et préparer le BSIF pour qu'il soit en mesure d'adopter les technologies émergentes de l'avenir à l'appui des besoins opérationnels prévus.
- Continuer d'élaborer des stratégies et des cadres panorganisationnels de gestion de l'information et des données sur les IFF pour faciliter la prise de décisions éclairées et gérer de manière efficiente les documents officiels du BSIF.
- Continuer de renforcer le cadre de contrôles internes du BSIF, en plus d'examiner et d'améliorer les principaux processus internes, selon une approche fondée sur le risque.
- Définir le milieu de travail de l'avenir (espace physique, systèmes, etc.) et établir un plan pour le concrétiser lorsque nous conclurons de nouveaux baux.

Analyse des risques

Principaux risques

Risque	Stratégie d'intervention en matière de risque	Lien vers l'architecture d'harmonisation de programmes
<p>Contexte économique, sectoriel et réglementaire : risque relatif à la capacité des IFF et des régimes de retraite de faire face à une lente croissance économique, à des taux d'intérêt exceptionnellement faibles et à la hausse de l'endettement des ménages.</p> <p>Ce risque rejoint aussi :</p> <ul style="list-style-type: none"> des stratégies et des modèles opérationnels adoptés par des IFF et des régimes de retraite fédéraux pour donner des avantages dans un tel contexte; la capacité du BSIF de favoriser la résilience en influençant positivement les changements de réglementation au sein du secteur financier et par la conception et l'application de son cadre de surveillance. 	<p>Ce risque a été signalé pour la première fois dans le <i>Rapport sur les plans et priorités</i> (RPP) de 2012-2013.</p> <p>En plus de poursuivre la surveillance des IFF et des régimes de retraite privés, de collaborer avec divers partenaires intérieurs afin de discuter et de coordonner la supervision du secteur financier et de participer à des tribunes internationales pour mettre au point et exécuter des pratiques exemplaires, le BSIF mettra en œuvre les stratégies suivantes d'intervention en matière de risque en 2014-2015 :</p> <ul style="list-style-type: none"> renforcer la collaboration avec différents partenaires intérieurs afin de discuter et de coordonner des façons de faire progresser l'analyse des questions macroéconomiques et celles liées aux risques systémiques; parachever des consignes en matière d'assurance hypothécaire. <p>Au nombre des mesures qui serviront à évaluer l'efficacité des stratégies susmentionnées d'intervention en matière de risque mises en œuvre en 2014-2015, citons :</p> <ul style="list-style-type: none"> la mise en place d'une nouvelle ligne directrice à l'intention des assureurs hypothécaires. 	<p>Programme 1.1 : <i>Réglementation et surveillance des institutions financières fédérales</i></p> <p>Programme 1.2 : <i>Réglementation et surveillance des régimes de retraite privés fédéraux</i></p>
<p>Normes de fonds propres, endettement et liquidité : risque associé à la refonte du dispositif de Bâle sur les fonds propres des banques et à la nécessité de mettre à niveau les cadres de réglementation prudentielle en réponse à la perturbation prolongée des marchés financiers mondiaux. Ce risque comprend les effets en aval – prévus ou non – des</p>	<p>Ce risque a été signalé pour la première fois dans le RPP de 2012-2013.</p> <p>En plus de mettre en œuvre les réformes de Bâle III et de suivre la mise en place des réformes du secteur bancaire par d'autres administrations, tout en examinant les réponses convenant au Canada, le BSIF poursuivra :</p> <ul style="list-style-type: none"> l'élaboration d'un cadre axé sur les exigences en matière d'endettement et de liquidité; 	<p>Programme 1.1 : <i>Réglementation et surveillance des institutions financières fédérales</i></p>

Risque	Stratégie d'intervention en matière de risque	Lien vers l'architecture d'harmonisation de programmes
changements.	<ul style="list-style-type: none"> la mise au point de cadres de capital plus sensibles aux risques pour les sociétés d'assurances; l'élaboration d'exigences individuelles révisées visant les fonds propres des banques et le capital des sociétés d'assurances. <p>Au nombre des mesures qui serviront à évaluer l'efficacité des stratégies susmentionnées d'intervention en matière de risque mises en œuvre en 2014-2015, citons :</p> <ul style="list-style-type: none"> le parachèvement d'une ligne directrice sur les normes de liquidité; le parachèvement d'études d'impact quantitatives en collaboration avec les sociétés d'assurance-vie pour mieux évaluer l'impact de modifications proposées des exigences de capital des assureurs-vie; la mise en œuvre d'une approche normalisée plus sensible aux risques à l'égard du test du capital minimal (TCM) des assureurs multirisques. 	
<p>Changements apportés aux normes de comptabilité et d'audit : la modification des normes aura une incidence sur la comptabilité, la valeur des prêts et les provisions connexes, les normes actuarielles et le régime de capital réglementaire.</p> <p>Ce risque est associé à la capacité du BSIF d'évaluer précisément les risques qui pèsent sur les institutions financières et d'ajuster le cadre de capital réglementaire.</p>	<p>Ce risque a été signalé pour la première fois dans le RPP de 2012-2013.</p> <p>Les mesures d'intervention en matière de risque signalées en 2012-2013 et après comprennent ce qui suit.</p> <p>En plus de suivre les travaux d'envergure nationale et internationale pour cerner tout problème et veiller à ce que les exigences prudentielles et de communication de renseignements visant les IFF y donnent suite et d'y participer, le BSIF veillera à ce que :</p> <ul style="list-style-type: none"> les changements soient intégrés aux processus de réglementation et de surveillance; les renseignements communiqués par des entités internationales sont traités, au pays, de façon cohérente par le truchement de la mise en place de consignes sur la communication de renseignements comptables. <p>Au nombre des mesures qui serviront à</p>	<p>Programme 1.1 : <i>Réglementation et surveillance des institutions financières fédérales</i></p>

Risque	Stratégie d'intervention en matière de risque	Lien vers l'architecture d'harmonisation de programmes
	<p>évaluer l'efficacité des stratégies susmentionnées d'intervention en matière de risque mises en œuvre en 2014-2015, citons :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la modification opportune des exigences de communication de renseignements; • la clarté et la pertinence, pour les intervenants du secteur, des nouvelles consignes ou des changements apportés aux consignes existantes. 	

Le contexte dans lequel le BSIF évolue comporte un certain nombre de défis pour la réalisation de son mandat et de ses objectifs. Même si bon nombre de ces défis sont omniprésents, la mesure dans laquelle ils menacent la réalisation des objectifs du BSIF varie selon la conjoncture économique et financière et d'après le contexte du secteur des services financiers. L'exécution du mandat du BSIF dépend de la capacité de ce dernier de recenser, d'évaluer, de classer en ordre de priorité et d'élaborer, en temps utile et de manière efficace, des initiatives axées sur les aspects où son exposition au risque est la plus élevée.

En 2012-2013, le BSIF a recensé trois risques externes préoccupants et a mis de l'avant des stratégies pour leur donner suite. Ces risques et les réponses connexes demeurent pertinents puisque la mise en œuvre des mesures d'atténuation se poursuit. Ces risques externes sont scrutés de près compte tenu de l'évolution rapide du secteur, à laquelle se greffent le contexte de taux d'intérêt bas et les exigences réglementaires nationales et internationales changeantes.

Résultat de sa réponse aux risques externes engendrés par la crise financière et de l'incertitude persistante des conditions économiques et financières, le BSIF a pris de l'expansion et a opéré certains changements, dont l'élargissement de son mandat de surveillance pour inclure la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL). Même si cette expansion et ces changements s'imposaient, ils ont donné lieu au recensement de deux nouveaux risques en 2013-2014 :

- Structure organisationnelle, cohésion et responsabilisation (c.-à-d., le risque auquel le BSIF s'expose si différents groupes de ses employés ne travaillent pas de façon cohérente);
- Gestion du changement (c.-à-d., le risque pour le BSIF que pose la façon de gérer les changements opérationnels).

Afin de composer avec ces risques, le BSIF continuera de consacrer des ressources à l'amélioration de ses opérations. On accordera plus d'importance à la gestion du changement, et plus particulièrement à la maturation des processus de gestion du changement organisationnel de même qu'à l'exhaustivité des pratiques de gestion de l'information et de gouvernance. Le BSIF cherchera également à renforcer les processus décisionnels associés aux interventions de réglementation et de surveillance. Il continuera de veiller à ce que sa structure organisationnelle soutienne l'expansion et les modifications opérées ces dernières années.

Même si la présente section cible les risques externes (voir le tableau « Principaux risques »), elle met aussi en lumière les deux principaux risques internes du profil de risque organisationnel en raison de leur important rôle d'atténuation en réponse aux changements du cadre opérationnel.

Dépenses prévues

Ressources financières budgétaires (dépenses prévues – dollars)

2014-2015 Budget principal des dépenses	2014-2015 Dépenses prévues	2015-2016 Dépenses prévues	2016-2017 Dépenses prévues
142 763 529	142 763 529	163 302 148	164 621 566

Le tableau sur les ressources financières qui précède présente un résumé du total des dépenses prévues pour le BSIF au cours des trois prochains exercices.

Ressources humaines (équivalents temps plein – ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
669	662	662

Le tableau des ressources humaines ci-dessus fait état du nombre d'ETP dont le BSIF prévoit disposer au cours des trois prochains exercices.

Sommaire de la planification budgétaire en fonction des résultats stratégiques et des programmes (dollars)

Résultats stratégiques, programmes et services internes	2011-2012 Dépenses	2012-2013 Dépenses	2013-2014 Prévisions de dépenses	2014-2015 Budget principal des dépenses	2014-2015 Dépenses prévues	2015-2016 Dépenses prévues	2016-2017 Dépenses prévues
Résultat stratégique 1 : Un système financier canadien sûr et stable.							
1.1 Réglementation et surveillance des institutions financières fédérales	62 789 318	67 148 283	75 355 803	77 788 097	77 788 097	79 909 307	82 886 559
1.2 Réglementation et surveillance des régimes de retraite privés fédéraux	5 529 297	4 719 130	4 577 571	4 420 260	4 420 260	4 601 001	4 772 664
Total partiel – Résultat stratégique 1	68 318 615	71 867 413	79 933 374	82 208 357	82 208 357	84 510 308	87 659 223
Résultat stratégique 2 : Un système public canadien de revenu de retraite sûr et viable sur le plan financier.							
2.1 Évaluations actuarielles et services-conseils	4 179 762	4 475 526	5 163 724	5 231 775	5 231 775	5 423 820	5 631 855
Total partiel – Résultat stratégique 2	4 179 762	4 475 526	5 163 724	5 231 775	5 231 775	5 423 820	5 631 855
Total partiel – Services internes	52 324 681	52 296 952	67 433 168	55 323 397	55 323 397	73 368 020	71 330 488
Total	124 823 058	128 639 891	152 530 266	142 763 529	142 763 529	163 302 148	164 621 566

Les dépenses réelles ont progressé de 3,1 % entre 2011-2012 et 2012-2013, surtout en lien avec le programme « Réglementation et surveillance des institutions financières fédérales ». Au cours de cette période, le mandat du BSIF a été étendu à la supervision des activités commerciales de la SCHL. Les dépenses au titre du programme « Réglementation et surveillance des régimes de retraite privés fédéraux » sont revenues à la normale en 2012-2013 suite au parachèvement de l'élaboration et de la mise en œuvre d'un nouveau système conçu pour améliorer la surveillance des régimes de retraite.

Mises à part les fluctuations à l'intérieur du programme « Services internes » décrites ci-après, les hausses pour les exercices 2013-2014 et suivants sont attribuables à l'impact, par exercice complet, des ressources ajoutées en 2012-2013 et des augmentations annuelles liées au mérite et à l'inflation prévues par les conventions collectives.

Les dépenses occasionnées par le programme des services internes devraient augmenter de 28,9 % en 2013-2014 à cause de la mise en œuvre du Programme de RTI du BSIF, de l'établissement d'ETP à l'appui d'initiatives de réglementation et de surveillance, du coût accru des locaux dû à l'expansion des bureaux de Toronto et d'Ottawa pour fournir des postes de travail aux nouveaux effectifs et du règlement d'un dossier en matière d'équité salariale portant sur la période de 1987 à 1997 pour lequel une provision avait été constituée mais dont le règlement a été versé en 2013-2014. La baisse des dépenses en 2014-2015 traduit l'achèvement de la stratégie quinquennale de GI-TI et le retour à des niveaux de dépense normaux en GI-TI pour la mise à niveau des systèmes et le renouvellement de l'infrastructure de base et des applications. Les coûts devraient augmenter de nouveau en 2015-2016 avec l'échéance du bail des locaux du BSIF à Toronto en février 2016.

Lien avec les résultats du gouvernement du Canada

Dépenses prévues en 2014-2015 par secteur de dépenses du Cadre pangouvernemental (dollars)

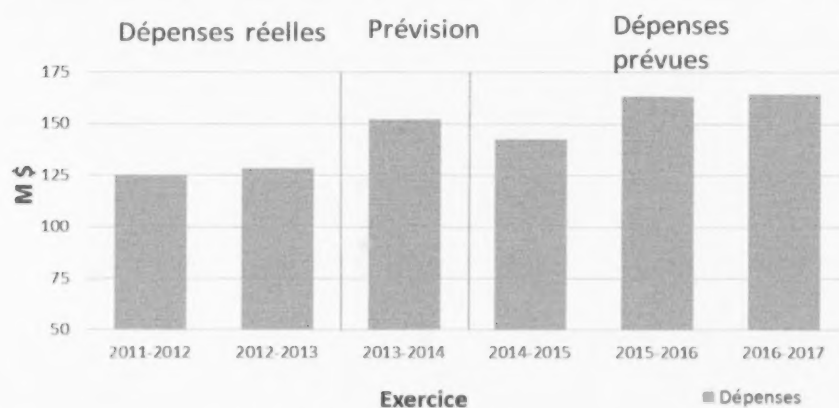
Résultat stratégique	Programme	Secteur de dépenses	Résultat du gouvernement du Canada	Dépenses prévues en 2014-2015
1. Un système financier canadien sûr et stable.	1.1 Réglementation et surveillance des institutions financières fédérales	Affaires économiques	Une croissance économique forte	77 788 097
	1.2 Réglementation et surveillance des régimes de retraite privés fédéraux	Affaires économiques	La sécurité du revenu et l'emploi pour les Canadiens	4 420 260
2. Un système public canadien de revenu de retraite sûr et viable sur le plan financier.	2.1 Évaluations actuarielles et services-conseils	Affaires économiques	La sécurité du revenu et l'emploi pour les Canadiens	5 231 775

Total des dépenses prévues par secteur de dépenses (dollars)

Secteur de dépenses	Total des dépenses prévues
Affaires économiques	87 440 132
Affaires sociales	0
Affaires internationales	0
Affaires gouvernementales	0

Tendance des dépenses de l'organisation

Tendance des dépenses de l'organisation



Conformément au *Guide de préparation de la partie III du Budget des dépenses 2014-2015* du Secrétariat du Conseil du Trésor, les ressources humaines et financières indiquées dans le présent rapport reflètent les estimations de la Mise à jour annuelle des niveaux de référence (MJANR) approuvées du BSIF, qui ont été établies au cours de l'automne 2013. Au moment de la rédaction du présent rapport, le BSIF achevait de planifier ses activités pour 2014-2015 à 2017-2018 et évaluait ses besoins au plan de la capacité. Toute modification des estimations approuvées de la MJANR figurera donc dans le RPP de l'an prochain.

En 2012-2013, les dépenses du BSIF ont crû de 3,1 % surtout à cause d'une hausse des coûts de personnel, lesquels interviennent habituellement pour environ 75 % des dépenses de l'organisation. En juillet 2012, le mandat du BSIF a été étendu à l'examen et à l'évaluation de la sûreté et de la solidité des activités commerciales de la SCHL, soit essentiellement ses programmes d'assurance prêt hypothécaire et de titrisation, ce qui a nécessité une augmentation des ressources.

Les dépenses du BSIF en 2013-2014 devraient augmenter de 18,6 % de plus pour atteindre 152 530 266 \$, surtout en raison de la réduction des indemnités de départ des employés syndiqués, de l'impact, sur un exercice complet, du personnel embauché en 2012-2013, des ajustements normaux liés à l'inflation et au mérite, des investissements dans le Programme de RTI du BSIF et du règlement d'un dossier en matière d'équité salariale portant sur la période de 1987 à 1997 pour lequel une provision avait été constituée mais dont le règlement a été versé en 2013-2014.

Puisqu'on prévoit que le programme quinquennal de RTI du BSIF sera achevé en 2014-2015, les dépenses devraient baisser de 6,4 % par rapport aux chiffres de 2013-2014, mais elles augmenteront de 14,4 % en 2015-2016 puisqu'il faudra effectuer des améliorations locatives en lien avec le déménagement des bureaux du BSIF à Toronto lorsque le bail existant viendra à échéance en 2016. Au cours de la période de planification, les effectifs du BSIF devraient demeurer relativement stable; ils continueront de s'employer à réagir aux risques émanant de

l'économie en accordant une attention particulière aux conséquences des taux d'intérêt faibles, à l'endettement grandissant des ménages et aux répercussions des problèmes persistants que connaissent d'importantes économies étrangères sur les IFF, les régimes de retraite et la SCHL.

Budget des dépenses par crédit voté

On trouvera de plus amples renseignements à propos des crédits organisationnels du BSIF dans le *Budget principal des dépenses 2014-2015*^{vi}.

Contribution à la Stratégie fédérale de développement durable

Le BSIF veille également à ce que son processus décisionnel tienne compte des objectifs et des cibles de la Stratégie fédérale de développement durable par le truchement d'une évaluation environnementale stratégique. Une telle évaluation relative à un projet de programme, de politique ou de plan renferme une analyse de l'incidence du projet sur l'environnement, notamment les objectifs et les cibles de la Stratégie. Les résultats de l'évaluation sont communiqués publiquement lorsqu'une initiative est annoncée ou approuvée, ce qui prouve que des facteurs environnementaux ont été intégrés au processus décisionnel.

Section II : Analyse des programmes par résultat stratégique

Résultat stratégique 1 : Un système financier canadien sûr et stable.

Programme 1.1 : Réglementation et surveillance des institutions financières fédérales

Description :

Ce programme est axé sur la réglementation et la surveillance des institutions financières fédérales (IFF) pour s'assurer qu'elles sont en bonne santé financière et qu'elles se conforment aux lois qui les régissent et aux exigences découlant de l'application de ces lois sur le suivi du contexte financier et de la conjoncture économique pour cerner les enjeux qui pourraient avoir des répercussions défavorables sur ces institutions, et sur l'intervention en temps utile pour protéger les déposants et les souscripteurs contre des pertes indues, tout en reconnaissant que la direction et les conseils d'administration des institutions financières sont ultimement responsables et que certaines faillites d'institutions financières ne peuvent être évitées.

Les coûts de ce programme sont récupérés par l'intermédiaire des cotisations de base, des frais d'utilisateur et des droits payés par les institutions financières fédérales régies par la *Loi sur les banques*, la *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt*, la *Loi sur les sociétés d'assurances* et la *Loi sur les associations coopératives de crédit*. Le BSIF tire également des revenus de la prestation de services à frais recouvrés offerts aux provinces dont il surveille les institutions aux termes d'accords prévoyant la rémunération des services.

Ressources financières budgétaires (dollars)

2014-2015 Budget principal des dépenses	2014-2015 Dépenses prévues	2015-2016 Dépenses prévues	2016-2017 Dépenses prévues
77 788 097	77 788 097	79 909 307	82 886 559

Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
413	412	412

Mesure du rendement

Résultats escomptés	Indicateurs de rendement	Cible	Date cible
Protection des déposants et des souscripteurs tout en reconnaissant que certaines faillites ne peuvent être évitées.	Pourcentage des recouvrements estimatifs auprès d'institutions en faillite (pourcentage recouvré par dollar réclamé).	90 %	31 mars 2015
	Pourcentage des institutions dont la cote de risque composite est faible ou modérée.	80 %	31 mars 2015
Le cadre de réglementation et de surveillance du BSIF est conforme aux normes internationales.	Le cadre de réglementation et de surveillance du BSIF est réputé être conforme aux normes internationales.	100 %	31 mars 2015

Faits saillants de la planification

Comme l'indique la rubrique du présent rapport consacrée aux priorités organisationnelles, ce programme a pour but, de façon générale, d'anticiper les risques émanant de l'économie et du système financier, de même que les risques issus des réformes réglementaires intérieures et internationales, et d'y donner suite. Pour répondre aux changements liés à ces risques, le BSIF continuera de modifier et d'améliorer ses pratiques de surveillance tout en assurant la mise en place d'un cadre de réglementation efficace qui privilégie la protection des déposants et des souscripteurs.

Le BSIF répondra également à toute recommandation issue du Programme d'évaluation du secteur financier de 2013, du Fonds monétaire international, pour le Canada.

Sous-programme 1.1.1 : Évaluation des risques et intervention

Description :

Le BSIF réglemente et supervise les institutions financières pour s'assurer qu'elles sont en bonne santé financière et qu'elles se conforment aux lois qui les régissent et aux exigences découlant de l'application de ces lois. Ce programme prévoit l'administration et l'utilisation d'un processus de surveillance efficace pour évaluer la sûreté et la stabilité des institutions financières fédérales en évaluant le profil de risque de l'institution, sa situation financière, ses mécanismes de gestion du risque et sa conformité aux lois et aux règlements en vigueur. Ce programme comprend la surveillance et la supervision des institutions financières, le suivi du contexte financier et de la conjoncture économique pour cerner les nouveaux facteurs de risque, et l'exercice de pouvoirs de surveillance permettant d'intervenir en temps et lieu lorsque les pratiques d'une institution financière sont jugées imprudentes ou déraisonnables, ou d'obliger la direction ou le conseil d'administration de l'institution en question à prendre aussi rapidement que possible les mesures qui s'imposent pour protéger les déposants et les souscripteurs, tout en reconnaissant que certaines faillites ne peuvent être évitées.

Ressources financières budgétaires (dollars)

2014-2015 Dépenses prévues	2015-2016 Dépenses prévues	2016-2017 Dépenses prévues
55 287 655	56 750 111	58 864 501

Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
282	281	281

Mesure du rendement

Résultats escomptés	Indicateurs de rendement	Cibles	Date cible
Les problèmes dans les institutions sont cernés et des mesures en conséquence sont rapidement prises.	Pourcentage des cotes de surveillance qui augmentent d'au moins deux niveaux dans une période consécutive de trois mois.	20 %	31 mars 2015
	Pourcentage des lettres de surveillance qui sont diffusées d'après les normes établies.	80 %	31 mars 2015

Faits saillants de la planification

Dans le cadre de ce sous-programme, le BSIF cherchera à renforcer ses processus de surveillance. À cette fin, il :

- passera en revue ses processus d'intervention auprès des IFF pour que ces dernières répondent plus rapidement à ses attentes;
- ciblera, plus particulièrement dans le cas des grandes IFF complexes, les nouveaux domaines de surveillance comme l'évaluation de la culture du risque et la mise en œuvre de la propension à prendre des risques;
- veillera à ce que ses pratiques de surveillance conviennent à la taille et à la complexité des IFF plus modestes, y compris aux succursales et aux filiales d'institutions étrangères;
- poursuivra l'évolution de sa méthode et de ses pratiques de surveillance;
- appliquera des simulations de crise à des scénarios défavorables et aux risques émergents, y compris les risques associés à des consommateurs dont l'endettement est élevé, à des chocs de taux d'intérêt, aux marchés de devises et boursiers, et à une longue période de faibles taux d'intérêt;
- évaluera le risque opérationnel, plus particulièrement dans l'optique du cyber-risque;
- fera la promotion de meilleures pratiques de gestion du risque auprès des IFF en évaluant la culture du risque et l'efficacité du cadre de propension à prendre des risques, des plans stratégiques et du cadre de contrôle interne de l'organisation.

Ces efforts contribueront à l'atteinte ou au dépassement des cibles de rendement établies.

Sous-programme 1.1.2 : Réglementation et directives

Description :

Ce programme prévoit la promotion et l'administration d'un cadre de réglementation constitué de règles et de lignes directrices incitant les IFF à adopter des pratiques, des politiques et des procédures éprouvées de planification, de direction et de contrôle des répercussions des risques découlant de leurs activités. Ce programme prévoit l'émission de règles et de lignes directrices, la contribution à l'élaboration des lois et des règlements fédéraux ayant une incidence sur les institutions financières, la contribution aux normes comptables, actuarielles et de vérification, et la participation à certaines activités d'établissement de règles sur la scène internationale.

Ressources financières budgétaires (dollars)

2014-2015 Dépenses prévues	2015-2016 Dépenses prévues	2016-2017 Dépenses prévues
16 353 979	16 816 425	17 442 969

Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
101	101	101

Mesure du rendement

Résultats escomptés	Indicateurs de rendement	Cibles	Date cible
Réagir rapidement aux changements qui se produisent sur les marchés et(ou) aux suggestions du secteur selon lesquelles les consignes ont besoin d'être mises à jour.	Pourcentage des intervenants du secteur qui estiment que le BSIF est efficace ou très efficace pour ce qui est de donner rapidement suite aux changements qui se produisent sur les marchés ou aux suggestions du secteur selon lesquelles les consignes ont besoin d'être mises à jour.	75 %	31 mars 2015
Le BSIF communique efficacement ses attentes dans les consignes.	Pourcentage d'intervenants du secteur estimant que le BSIF indique bien ou très bien ses attentes dans les consignes qu'il établit.	75 %	31 mars 2015
Le BSIF consulte le secteur lorsqu'il élabore des consignes.	Pourcentage d'intervenants du secteur estimant que le BSIF s'en tire bien ou très bien pour consulter le secteur lorsqu'il élabore des consignes.	70 %	31 mars 2015

Faits saillants de la planification

Ce sous-programme a pour but de faire en sorte que le cadre de réglementation du BSIF demeure efficace et pertinent en apportant les ajustements requis pour l'harmoniser avec les changements, au pays et à l'étranger, dans les secteurs suivants :

Banques :

- Mettre en place les réformes de Bâle et surveiller la mise en œuvre de la réforme bancaire à l'étranger.
- Surveiller la réaction des banques aux réformes de la réglementation à l'échelle mondiale et rajuster, au besoin, les exigences en matière de surveillance ou de réglementation.
- Appuyer les organismes partenaires du CSIF en vue d'établir un cadre de règlement stable à l'intention des grandes banques et des assureurs-vie du Canada.
- Publier une ligne directrice sur les normes de liquidité, mettre à jour la ligne directrice *Mécanismes efficaces en matière d'instruments dérivés*, et élaborer de nouvelles consignes de gestion du risque opérationnel et de la continuité opérationnelle.

Assurances :

- Mettre en œuvre les réformes intérieures décrites dans le *Cadre de réglementation des sociétés d'assurance-vie*, et continuer d'élaborer le cadre normalisé de capital qui tient mieux compte du risque (le montant minimal permanent requis pour le capital et l'excédent (MMPRCE)) à l'intention des assureurs-vie et des fonds distincts.
- Publier la version finale d'une ligne directrice sur le TCM qui tient mieux compte du risque, à l'intention des assureurs multirisques.
- Mettre au point une ligne directrice sur les pratiques exemplaires en matière d'assurance hypothécaire et une ligne directrice sur le capital à l'intention des assureurs hypothécaires, et mettre à jour la méthode pour déterminer des exigences de capital supplémentaires des assureurs hypothécaires privés.
- Participer activement à l'élaboration de normes internationales en matière de capital d'assurance, surveiller la mise en œuvre de réformes d'assurances à l'étranger et déterminer les réponses qui conviennent au Canada.

Banques et assurances :

- Parachever le cadre d'exigences individuelles visant le capital des sociétés mères.

Comptabilité :

- Surveiller les changements apportés aux normes internationales de comptabilité et d'audit et participer aux travaux sous-jacents; veiller à ce que toutes les questions soient prises en compte dans les exigences prudentielles et de communication de renseignements à l'intention des IFF.
- Appuyer et suivre les efforts déployés par les six grandes banques canadiennes pour mettre en œuvre les recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements, du CSF.

Ces efforts contribueront à l'atteinte ou au dépassement des cibles de rendement établies.

Sous-programme 1.1.3 : *Approbations et précédents*

Description :

Les institutions financières fédérales doivent obtenir l'agrément réglementaire pour effectuer certaines opérations. Selon ce programme, nous évaluons et traitons les demandes d'agrément réglementaire, interprétons et appliquons les lois, les règlements et les consignes applicables aux institutions financières fédérales, recensons les opérations susceptibles d'avoir des conséquences de nature stratégique et d'établir un précédent, et formulons des recommandations tenant compte de la nécessité, pour les institutions, de se faire concurrence de façon efficace sans pour autant prendre des mesures qui risqueraient inutilement d'avoir une incidence néfaste sur les principaux interlocuteurs du BSIF, les souscripteurs et les déposants des IFF.

Ressources financières budgétaires (dollars)

2014-2015 Dépenses prévues	2015-2016 Dépenses prévues	2016-2017 Dépenses prévues
6 146 463	6 342 771	6 579 089

Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
30	30	30

Mesure du rendement

Résultats escomptés	Indicateurs de rendement	Cibles	Date cible
Prendre rapidement des décisions d'agrément transparentes.	Pourcentage d'intervenants du secteur qui comprennent bien ou très bien le fondement des décisions prises par le BSIF dans le cadre du processus d'agrément.	85 %	31 mars 2015
	Pourcentage des demandes d'agrément dûment remplies qui sont traitées conformément aux normes établies.	90 %	31 mars 2015

Faits saillants de la planification

Le climat économique incertain taxe les modèles opérationnels de nombreuses petites banques, ce qui en compliquera l'examen par le BSIF. Au même moment, la décision du gouvernement fédéral de favoriser l'accès et l'expansion des petites institutions financières risque d'accroître le nombre de ces demandes. Le BSIF suivra l'incidence de l'initiative sur sa façon de traiter des demandes d'établissement et déterminera s'il devra changer son approche. Il mettra également en

place un nouveau processus d'agrément de la réassurance auprès de réassureurs apparentés non agréés à compter de 2014.

Programme 1.2 : Réglementation et surveillance des régimes de retraite privés fédéraux

Description :

Ce programme porte sur la réglementation et la surveillance des régimes de retraite privés fédéraux. Selon ce programme, nous déterminons si les régimes de retraite privés respectent les exigences minimales de capitalisation, les lois qui les régissent et les exigences de la surveillance. Cela consiste à évaluer les risques qui planent sur les régimes de retraite auxquels participent des personnes qui travaillent dans un domaine d'activité de compétence fédérale, à intervenir rapidement et efficacement auprès de ces régimes de façon à éviter aux participants et à leurs bénéficiaires de subir des pertes indues tout en reconnaissant que les administrateurs des régimes de retraite sont responsables au bout du compte de la bonne marche de leurs activités et qu'un régime de retraite peut faire faillite, à administrer un cadre de réglementation équilibré et pertinent, et à appliquer un processus d'agrément efficace et pertinent au plan prudentiel. Ce programme comprend aussi l'évaluation du risque, l'intervention, la réglementation, l'orientation et l'agrément des régimes de retraite privés fédéraux assujettis à la *Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension*, et l'établissement de précédents relatifs à ces régimes. Le coût du programme est recouvré grâce aux droits que verse chaque régime de retraite fédéral en fonction du nombre de ses participants.

Ressources financières budgétaires (dollars)

2014-2015 Budget principal des dépenses	2014-2015 Dépenses prévues	2015-2016 Dépenses prévues	2016-2017 Dépenses prévues
4 420 260	4 420 260	4 601 001	4 772 664

Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
27	27	27

Mesure du rendement

Résultats escomptés	Indicateurs de rendement	Cibles	Date cible
Les problèmes des régimes sont cernés et des mesures en conséquence sont rapidement prises.	Pourcentage des cotes d'intervention qui augmentent d'au moins deux niveaux dans une période de trois mois consécutifs.	20 %	31 mars 2015
Le BSIF est perçu comme surveillant et supervisant efficacement les	Pourcentage des intervenants du secteur estimant que le BSIF surveille et supervise leurs régimes de retraite de façon passablement efficace ou très	75 %	31 mars 2015

régimes de retraite.	efficace.		
Le BSIF communique efficacement ses attentes dans les consignes.	Pourcentage des intervenants du secteur estimant que le BSIF indique bien ou très bien ses attentes dans les consignes qu'il établit.	75 %	31 mars 2015

Faits saillants de la planification

Pour anticiper les risques émanant de l'économie, du système financier et de la réforme de la réglementation, et pour répondre à ces risques, selon ce programme, nous :

- poursuivrons l'élaboration des processus internes et des consignes externes nécessaires pour appuyer la mise en place des régimes de pension agréés collectifs (RPAC) conformément à la *Loi sur les régimes de pension agréés collectifs*;
- collaborerons avec le comité de l'Association canadienne des organismes de contrôle des régimes de retraite chargé des RPAC pour mettre au point une approche de surveillance coordonnée;
- mettrons à jour et améliorerons les consignes externes afin de refléter les modifications récentes des lois et des règlements fédéraux sur les régimes de retraite;
- examinerons et prendrons en considération des modifications ou des améliorations des processus de surveillance des régimes de retraite sous l'angle :
 - de la surveillance des régimes de retraite à cotisations déterminées;
 - des pratiques exemplaires de supervision du risque de placement.

Ces efforts contribueront à l'atteinte ou au dépassement des cibles de rendement établies.

Résultat stratégique 2 – Un système public canadien de revenu de retraite sûr et viable sur le plan financier

Programme 2.1 : *Évaluations actuarielles et services-conseils*

Description :

Par la mise en place du Régime de pensions du Canada (RPC), des régimes de retraite du secteur public et d'autres programmes sociaux, le gouvernement fédéral et les provinces ont pris des engagements envers les Canadiens et sont responsables des obligations financières qui en découlent. Dans certains cas, il s'agit d'engagements à long terme, et il est important que les décideurs, les parlementaires et les Canadiens les comprennent et saisissent les risques qui leur sont rattachés. Ce programme joue un rôle primordial et indépendant dans ce processus. Il fournit des freins et des contrepoids qui limitent les coûts futurs des différents régimes de retraite relevant de sa compétence.

Dans le cadre du programme et conformément à la loi, nous fournissons une gamme de services actuariels aux responsables du RPC et à certains ministères fédéraux. Comme le prévoit la législation, nous effectuons des évaluations actuarielles du RPC, du programme de Sécurité de la vieillesse (SV), du Programme canadien de prêts aux étudiants et des régimes de retraite et d'avantages sociaux des employés de la fonction publique fédérale, des Forces canadiennes, de la Gendarmerie royale du Canada, des juges de nomination fédérale et des parlementaires.

Les activités du Bureau de l'actuaire en chef (BAC) sont financées par les droits exigés en contrepartie des services d'évaluation actuarielle et des services conseils qu'il offre, et par des crédits parlementaires annuels.

Ressources financières budgétaires (dollars)

2014-2015 Budget principal des dépenses	2014-2015 Dépenses prévues	2015-2016 Dépenses prévues	2016-2017 Dépenses prévues
5 231 775	5 231 775	5 423 820	5 631 855

Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
35	35	35

Mesure du rendement

Résultats escomptés	Indicateurs de rendement	Cibles	Date cible
Les administrateurs du système public canadien de revenu de retraite bénéficient de services et de conseils actuariels d'expert précis et de qualité supérieure lorsque la situation l'exige.	Un groupe de pairs formé de trois actuaires canadiens choisi par un organisme international et indépendant certifie que le BAC assure la prestation de services et de conseils exacts, de qualité supérieure et professionnels.	Consensus parmi les trois membres du groupe de pairs chargé de l'examen.	31 mars 2015
	Le Bureau du vérificateur général (BVG) utilise les travaux du BAC comme preuve indépendante pour les Comptes publics du Canada.	Confirmation de la part du BVG.	31 mars 2015
	Les rapports sont remis au ministre à temps pour dépôt au Parlement dans les délais prévus par la loi.	100 %	31 mars 2015

Faits saillants de la planification

Pour évaluer et contrôler les coûts futurs des divers régimes de retraite et programmes sociaux qui relèvent de ses compétences, le BAC établira plusieurs rapports actuariels en 2014-2015.

Parmi les autres projets prévus se trouve la publication de diverses études actuarielles dans le cadre de la mise en œuvre de recommandations découlant du plus récent examen par les pairs. En outre, les BAC continuera d'offrir des services et des conseils d'actuariat professionnels aux ministères provinciaux des Finances et à certains ministères fédéraux comme le Secrétariat du Conseil du Trésor, Emploi et Développement social Canada (ESDC), le ministère des Finances, le ministère de la Justice et le Bureau du Conseil privé.

Sous-programme 2.1.1 : Services au Régime de pensions du Canada et au programme de Sécurité de la vieillesse

Description:

Ce sous-programme prévoit l'évaluation actuarielle, dictée par la loi, du Régime de pensions du Canada (RPC) et du programme de Sécurité de la vieillesse (SV), dans le but d'en brosser le portrait financier. Il permet d'estimer les dépenses à long terme, les revenus et le passif courant du Régime de pensions du Canada, d'estimer les dépenses futures à long terme du programme de Sécurité de la vieillesse. Conformément au *Régime de pensions du Canada* et à la *Loi sur les rapports relatifs aux pensions publiques*, le BAC prépare les rapports actuariels triennaux législatifs sur la situation financière de ces programmes.

Ressources financières budgétaires (dollars)

2014-2015 Dépenses prévues	2015-2016 Dépenses prévues	2016-2017 Dépenses prévues
1 813 723	1 914 429	1 987 858

Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
11	11	11

Mesure du rendement

Résultats escomptés	Indicateurs de rendement	Cibles	Date cible
Fournir, lorsque la situation l'exige, des évaluations actuarielles exactes et de grande qualité pour informer les intervenants du RPC et de la SV ainsi que les Canadiens de la situation financière actuelle et prévue du Régime et du Programme.	Les évaluations actuarielles du RPC sont réputées être exactes et de grande qualité.	100 %	31 mars 2015
	Pourcentage des recommandations issues du précédent rapport d'examen par les pairs et relevant du mandat et de la sphère d'influence du BAC qui sont mises en œuvre avant le prochain examen par les pairs.	80 %	31 mars 2017
	Les rapports sur le RPC et la SV sont remis au ministre à temps pour dépôt au Parlement dans les délais prévus par la loi.	100 %	31 mars 2015

Faits saillants de la planification

Le BAC soumettra au ministre de l'Emploi et du Développement social le rapport actuariel sur le programme de la SV au 31 décembre 2012. Ce rapport actuariel fournit une estimation des dépenses futures à long terme du programme de la SV, qui constitue l'un des piliers du système canadien de revenu de retraite et est financé par les revenus fiscaux généraux du gouvernement du Canada. En 2014-2015, le BAC aidera les ministres fédéral, provinciaux et territoriaux des Finances à effectuer leur examen triennal du RPC. Il amorcera également la mise en œuvre des recommandations issues du plus récent examen effectué par les pairs en 2013-2014, qui porte sur le *Rapport actuariel (26^e) sur le Régime de pensions du Canada au 31 décembre 2012*.

En procédant aux évaluations actuarielles, le BAC s'efforcera d'atteindre ou de dépasser ses cibles de rendement au chapitre de l'exactitude, de la qualité et de la rapidité.

Sous-programme 2.1.2 : *Services aux régimes de retraite et d'assurance du secteur public*

Description :

Ce sous-programme porte sur l'évaluation actuarielle, prévue par la loi, de divers régimes de pension et d'assurance offerts aux employés du secteur public fédéral dans le but d'en estimer la situation financière comme l'exige la loi. En vertu de la *Loi sur les rapports relatifs aux pensions publiques*, ce sous-programme prévoit la préparation des rapports actuariels triennaux exigés par la loi sur la situation financière des régimes de retraite et d'assurances des employés du secteur public fédéral couvrant la fonction publique fédérale, les Forces canadiennes, la Gendarmerie royale du Canada, les juges de nomination fédérale et les parlementaires. Ce programme prévoit également la prestation à divers ministères de conseils actuariels judicieux sur la conception, la capitalisation et l'administration de ces régimes. Dans le cadre du programme, l'actuaire en chef remet ses rapports actuariels au président du Conseil du Trésor.

Ressources financières budgétaires (dollars)

2014-2015 Dépenses prévues	2015-2016 Dépenses prévues	2016-2017 Dépenses prévues
2 565 065	2 642 102	2 743 442

Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
18	18	18

Mesure du rendement

Résultats escomptés	Indicateurs de rendement	Cibles	Date cible
Fournir, lorsque la situation l'exige, des rapports d'évaluation actuarielle précis et de	Les évaluations des régimes de retraite et d'assurance publics sont réputés être précis et de grande qualité.	100 %	31 mars 2015

	Les rapports d'évaluation actuarielle des régimes de retraite et d'assurance publics sont remis au président du Conseil du Trésor à temps pour dépôt au Parlement dans les délais prévus par la loi.	100 %	31 mars 2015
--	--	-------	--------------

Faits saillants de la planification

Le BAC soumettra au président du Conseil du Trésor les rapports actuariels sur le Régime de retraite de la Force régulière, sur le Régime de retraite de la Force de réserve, sur le Compte de prestations de décès de la Force régulière, sur le Régime de pension de la Fonction publique du Canada, sur le Compte de prestations de décès de la Fonction publique, et sur le Régime de prestations financé par la Caisse de pension de la Gendarmerie royale du Canada (personnes à charge). Ces rapports fournissent des renseignements actuariels aux décideurs, aux parlementaires et au public, rehaussant ainsi la transparence du système canadien de revenu de retraite et la confiance à l'égard de ce dernier. Le programme englobe aussi la prestation de judicieux conseils actuariels qui aident différents ministères et organismes, comme le Secrétariat du Conseil du Trésor, Anciens Combattants Canada, le ministère de la Défense nationale, la Gendarmerie royale du Canada et le ministère de la Justice, à concevoir, à financer et à administrer les régimes dont ils sont responsables.

En procédant aux évaluations actuarielles, le BAC s'efforcera d'atteindre ou de dépasser ses cibles de rendement au chapitre de l'exactitude, de la qualité et de la rapidité.

Sous-programme 2.1.3 : Services au Programme canadien de prêts aux étudiants et au programme d'assurance-emploi

Description :

Aux termes de la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants*, dans sa version modifiée par la *Loi d'exécution du budget de 2009*, par la *Loi sur l'assurance-emploi* et par la *Loi sur le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences*, ce sous-programme englobe l'évaluation actuarielle, prévue par la loi, du Programme canadien de prêts aux étudiants (PCPE), ainsi que l'établissement des prévisions et estimations actuarielles législatives nécessaires pour fixer le taux des cotisations d'assurance-emploi en vertu de l'article 66 de la *Loi sur l'assurance-emploi*. Dans le cadre du programme, l'actuaire en chef remet ses rapports actuariels au ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences.

Ressources financières budgétaires (dollars)

2014-2015 Dépenses prévues	2015-2016 Dépenses prévues	2016-2017 Dépenses prévues
852 987	867 289	900 555

Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
6	6	6

Mesure du rendement

Résultats escomptés	Indicateurs de rendement	Cibles	Date cible
Fournir, lorsque la situation l'exige, des rapports d'évaluation actuarielle précis et de grande qualité sur le PCPE.	Le BVG utilise les rapports d'évaluation actuarielle sur le PCPE comme preuve d'audit externe pour les Comptes publics du Canada.	100 %	31 mars 2015

	Les rapports d'évaluation actuarielle sur le PCPE et le programme d'assurance-emploi. sont remis au ministre / commissaire de l'assurance-emploi à temps pour dépôt au Parlement dans les délais prévus par la loi.	100 %	31 mars 2015
--	---	-------	--------------

Faits saillants de la planification

Ce sous-programme porte sur l'évaluation actuarielle, prévue par la loi, de divers programmes sociaux du gouvernement du Canada. Le BAC soumettra au ministre compétent le rapport actuariel de mi-période sur le PCPE au 31 juillet 2013, le rapport sur le taux de cotisation de l'assurance-emploi de 2015, le rapport actuariel sur les rentes de l'État au 31 mars 2014 et le rapport actuariel sur le Régime d'assurance du service civil au 31 mars 2014. Le BAC préparera aussi des tableaux actuariels et d'économie prospectifs pour EDSC. La préparation du rapport actuariel, prévu par la loi, sur le PCPE au 31 juillet 2014 débutera également en 2014-2015.

En procédant aux évaluations actuarielles, le BAC s'efforcera d'atteindre ou de dépasser ses cibles de rendement au chapitre de l'exactitude, de la qualité et de la rapidité.

Services internes

Description :

Les services internes sont des groupes d'activités et de ressources connexes qui sont administrées de manière à appuyer les besoins des programmes et les autres obligations intégrées de l'organisation. Ils englobent les services de gestion et de supervision; les communications; les services juridiques, les services de gestion des ressources humaines, de gestion financière et de gestion de l'information; la technologie de l'information; les services immobiliers, de gestion du matériel et des acquisitions; et d'autres services administratifs. Les services internes englobent seulement les activités et les ressources qui s'appliquent à l'échelle d'une organisation, et non celles consenties spécifiquement pour un programme.

Ressources financières budgétaires (dollars)

2014-2015 Budget principal des dépenses	2014-2015 Dépenses prévues	2015-2016 Dépenses prévues	2016-2017 Dépenses prévues
55 323 397	55 323 397	73 368 020	71 330 488

Ressources humaines (ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
194	188	188

Faits saillants de la planification

Les Services internes du BSIF appuient les deux résultats stratégiques de l'organisme. Ils ciblent l'élaboration et l'offre de services, de politiques, de conseils et de consignes efficaces dans les domaines des finances, des ressources humaines, de la sécurité, des communications, de l'administration et de l'audit interne. Le programme bénéficie en outre de la mise au point et de l'instauration de systèmes économiques, sûrs et fiables de gestion de l'information et de technologie renfermant des données pertinentes, exactes et opportunes.

L'objectif global du programme est de doter le BSIF de la capacité, des processus et des systèmes requis pour que ses employés des secteurs opérationnels se concentrent sur leurs activités de réglementation, de surveillance et d'évaluation actuarielle, et s'en acquittent bien.

La fonction des services internes :

- comble les besoins opérationnels courants et émergents en veillant au soutien de la gestion du changement, tout en cernant les besoins d'apprentissage et en y répondant rapidement et efficacement;
- parachève le programme de RTI en cours et prépare le BSIF à adopter les technologies émergentes de l'avenir à l'appui des besoins opérationnels prévus;

- continue d'améliorer nos processus de gouvernance et de prestation des données sur les IFF et les régimes de retraite afin de garantir une analyse exacte et rapide pour les partenaires du CSIF tout en réduisant le fardeau du BSIF et celui des déclarants.
- continue de renforcer le cadre de contrôles internes du BSIF, en plus d'examiner et d'améliorer les principaux processus internes, selon une approche fondée sur les risques;
- met au point une vision du milieu de travail de l'avenir alors que nous nous préparons à occuper de nouveaux locaux au cours des prochaines années.

Section III : Renseignements supplémentaires

État prospectif des opérations

L'état prospectif condensé des opérations présenté ici vise à donner une vue d'ensemble des opérations du BSIF. Les prévisions de dépenses et de revenus sont établies selon la comptabilité d'exercice afin de renforcer la reddition de comptes et de rehausser la transparence ainsi que la gestion financière.

Puisque l'état prospectif des opérations est établi selon la comptabilité d'exercice alors que les dépenses prévues et les prévisions de dépenses figurant ailleurs dans le présent rapport sont présentées selon la comptabilité de caisse, les montants sont différents.

On trouvera sur le [site Web du BSIF](#) une version plus détaillée de l'état prospectif des opérations, les notes afférentes et un rapprochement entre le coût net des opérations et les autorisations demandées^{vii}.

État prospectif condensé des opérations Pour l'exercice terminé le 31 mars (dollars)

Renseignements financiers	Résultats estimés 2013-2014	Résultats prévus 2014-2015	Écart
Total des charges	142 106 000	145 969 000	3 863 000
Total des produits	142 106 000	145 969 000	3 863 000
Coût net des opérations	0	0	0

Le BSIF fait correspondre ses produits à ses coûts. L'écart entre les chiffres qui précèdent et les dépenses prévues indiquées dans les autres sections du présent rapport est attribuable à des différences de régime comptable et se rapporte notamment aux produits non disponibles, à l'amortissement, à l'ajustement des passifs au titre des indemnités de départ et aux frais d'intérêt courus. La hausse, d'une année sur l'autre, de 3 863 000 \$ (2,7 %) des produits et des charges en 2014-2015 est largement attribuable à l'impact, sur l'exercice complet, des ressources ajoutées en 2013-2014 et à des augmentations annuelles liées au mérite et à l'inflation. Pour de plus amples renseignements, prière de consulter l'état prospectif des opérations disponible sur le site Web du BSIF.

Renseignements supplémentaires – Liste des tableaux

Les tableaux de renseignements supplémentaires suivants sont disponibles sur le [site Web du BSIF](#)^{viii} :

- Écologisation des opérations gouvernementales
- Audits internes et évaluations à venir au cours des trois prochains exercices

Dépenses fiscales et les évaluations

Il est possible de recourir au régime fiscal pour atteindre des objectifs de la politique publique en appliquant des mesures spéciales, comme de faibles taux d'impôt, des exemptions, des déductions, des reports et des crédits. Le ministère des Finances publie chaque année le coût estimatif et projeté de ces mesures dans le document intitulé *Dépenses fiscales et évaluations*^{ix}. Les mesures fiscales dans le rapport *Dépenses fiscales et évaluations* relèvent de la responsabilité exclusive du ministre des Finances.

Section IV : Coordonnées de l'organisation

Coordonnées de l'organisation :

Bureau du surintendant des institutions financières
255, rue Albert
Ottawa (Ontario) K1A 0H2

Téléphone : 1-800-385-8647

Télécopieur : 1-613-952-8219

Courriel : webmestre@osfi-bsif.gc.ca

Site Web : <http://www.osfi-bsif.gc.ca/Fra/Pages/default.aspx>

Notes

- i. Publications sur le budget des dépenses et lois de crédits, <http://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/esp-pbc/esp-pbc-fra.asp>.
- ii. *Certains rapports ministériels sur le rendement 2008-2009 – Ministère de l'Industrie et ministère des Transports*. Rapport du Comité permanent des comptes publics de la Chambre des communes, septembre 2010.
(<http://www.parl.gc.ca/HousePublications/Publication.aspx?Mode=1&Parl=40&Ses=3&DocId=4653561&File=0&Language=F>).
- iii. *Renforcer l'examen parlementaire des prévisions budgétaires et des crédits*. Rapport du Comité permanent des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires, juin 2012.
(<http://www.parl.gc.ca/HousePublications/Publication.aspx?DocId=5690996&Mode=1&Parl=41&Ses=1&Language=F>).
- iv. *Cadre pangouvernemental* (<http://www.tbs-sct.gc.ca/ppg-cpr/frame-cadre-fra.aspx>).
- v. *Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières* (<http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/O-2.7/>).
- vi. *Budget principal des dépenses 2014-2015* (<http://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/esp-pbc/esp-pbc-fra.asp>).
- vii. États financiers prospectifs (<http://www.osfi-bsif.gc.ca/Fra/osfi-bsif/rep-rap/rpp/Pages/default.aspx>).
- viii. Rapports sur les plans et les priorités du BSIF (<http://www.osfi-bsif.gc.ca/Fra/osfi-bsif/rep-rap/rpp/Pages/default.aspx>).
- ix. Dépenses fiscales du gouvernement du Canada (<http://www.fin.gc.ca/purl/taxexp-fra.asp>).